

Bujumbura veut imposer un blackout médiatique à l'approche du référendum

Human Rights Watch, 6 mai 2018 Des médias internationaux frappés d'interdiction pendant la campagne pour le référendum au Burundi Le gouvernement empêche la BBC et VOA de rendre compte du vote marqué par les violences La campagne pour le référendum constitutionnel au Burundi a été marquée par la violence alors que les forces de sécurité gouvernementales et des membres du parti au pouvoir ont intimidé, battu et tué des personnes perçues comme étant des opposants. Le gouvernement a essayé d'empêcher les informations sur ces abus de parvenir au monde extérieur.

Vendredi dernier, le gouvernement a accentué ses efforts, en décidant la suspension de la British Broadcasting Corporation (BBC) et de la Voix de l'Afrique (VOA), les empêchant ainsi de diffuser des informations dans le pays avant les derniers jours critiques précédant le vote prévu le 17 mai. Une victoire au référendum constitutionnel permettrait au Président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034. Le Conseil National de la Communication (CNC), contrôlé par le gouvernement et chargé de superviser les médias au Burundi, a suspendu la BBC pour une durée de six mois pour raison de manquements à la loi régissant la presse et la déontologie professionnelle après qu'elle avait invité un Burundais dans son programme le 12 mars. Le CNC a prétendu que ses propos étaient «désobligeants, exagérés, non vérifiés, diffamatoires, portant même atteinte à l'intégrité de l'Etat». Le CNC a suspendu la VOA en invoquant une raison technique, savoir qu'elle utilisait une fréquence qui lui avait été refusée. Le CNC a mis en garde le diffuseur français Radio France Internationale qui pourrait encourir des conséquences pour un traitement d'informations que le CNC estimait «tendancieux et mensonger», et la station de radio burundaise Isanganiro a été critiquée pour avoir apparemment mal vérifié ses sources. Quelques semaines plus tôt, le CNC avait suspendu pour trois mois la rubrique de commentaires en ligne de Iwacu, principal journal indépendant du Burundi. Le Burundi disposait auparavant de l'un des environnements médiatiques les plus indépendants de la région. Mais quand Nkurunziza a annoncé son intention de briguer un troisième mandat contesté en 2015, une répression des manifestations a conduit à une grave crise politique et des droits humains et au renforcement des restrictions sur les médias. Des stations locales ont été physiquement détruites et un journaliste a été porté disparu tandis que les Burundais, dont la majorité vit dans des zones rurales, se sont tournés vers des diffuseurs internationaux pour obtenir des informations. Et maintenant, le gouvernement a décidé de faire taire certaines de ces voix internationales cruciales. Le CNC connaît la puissance des médias. Il reconnaît que lorsque le pays est privé de nouvelles exactes, les forces de sécurité gouvernementales peuvent agir en toute impunité. Au fur et à mesure que la campagne se met en branle autour du référendum, on peut s'attendre à plus de violence, les Burundais étant de plus en plus dans l'obscurité, dépendant de rumeurs et de bribes d'information. Mais le gouvernement ne peut pas empêcher les réseaux burundais d'envoyer des informations aux organisations burundaises et internationales de défense des droits humains. Même avec la fermeture de toutes les stations de radio du pays, les crimes seront au bout du compte exposés et leurs responsables finiront par être traduits en justice.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});